

UNE PAGE D'HISTOIRE

L'O A S

Rappelez-vous ! C'était le 27 juin 1962 : dans une ultime émission pirate, le speaker de l'OAS annonça d'une voix brisée : « *Notre combat est sans espoir et sans solution. Tout est fini. Adieu Algérie !* »... et il éclata en sanglots.

Fini !... Oui... Fini ! Tout était fini. La page de l'OAS était tournée et en cet instant d'extrême émotion, ce furent des milliers d'Européens qui pleurèrent dans un même chagrin.

Si officieusement l'OAS n'existait déjà plus, officiellement elle déposa les armes ce 27 juin 1962. Son aventure était historiquement terminée. Le temps du combat s'était achevé, tandis que pour la plupart commençait le temps de l'exil ou celui des prisons...

En déclenchant le feu et le sang, on a dit que ces commandos de l'OAS étaient des irréductibles, voire, des factieux. C'est faux ! Ils étaient tout simplement des désespérés et leurs objectifs n'ont jamais dépassé les termes d'un refus fondamental. Il ne s'agissait pas pour l'Organisation de « prendre le pouvoir » comme l'affirmaient sans relâche les autorités à court d'argument crédible, ni d'imposer un certain type de régime, il s'agissait essentiellement d'empêcher la constitution d'un Etat National Algérien Indépendant, de briser le mécanisme des négociations engagées entre le gouvernement de la V^e République et le GPRA, de s'opposer à la fois à la politique d'abandon menée par de Gaulle et de poursuivre la lutte contre le FLN.

L'Organisation Armée Secrète est née au début de 1961, en Espagne, dans un groupuscule où apparaissent le général Salan, Lagailarde, Susini, le docteur Lefèvre... C'est après l'effondrement du putsch, d'avril 1961, qu'elle devait atteindre à la notoriété en Algérie et devint vraiment active qu'au lendemain de cette chose extraordinaire qui ne fut qu'une vaste fumisterie : *la trêve « unilatérale »* décidée par Paris et qui permit aux rescapés de l'Armée de Libération Nationale (A.L.N) de reprendre la population en main aussi bien dans les campagnes que dans les centres urbains. Attentats, égorgements, mutilations se multipliaient. Devant les cadavres des égorgés et les visages grimaçants des mutilés, toute velléité de résistance s'effondrait. Le ressort se brisait. Les Musulmans fidèles à la France étaient les premières victimes ; la peur, peu à peu, les menait dans les rangs du FLN. Pour encourager ce processus, Le gouvernement gaulliste annonça une nouvelle « *mesure positive* » (sic) : 2297 autres libérations de détenus FLN et 32 millions de Francs de crédits nouveaux !... Encouragés, les tueurs du FLN sévirent désormais en toute impunité... La

moyenne quotidienne des attentats passa de 20 à 37 et les manifestations avec slogans et drapeaux verts et blancs se multiplièrent...

Chez les Européens, la colère montait :

« *Voilà le résultat de leurs négociations. La grande Zohra (surnom donné à de Gaulle) est tout juste bonne à interrompre les offensives de l'armée et à nous laisser assassiner par les fellaghas. Ca ne se passera pas comme ça !* »

Et aux quatre coins du pays, on battait le rappel des bonnes volontés. On s'organisait pour lutter à la fois contre le FLN et l'ennemi gaulliste. Les effectifs de l'OAS ne cessaient de gonfler...

Le 30 juin 1961, de Gaulle mit le feu aux poudres. En réponse à cette colère et à la popularité sans cesse croissante de l'OAS, il fit connaître sa décision de rapatrier en Métropole la 11^e Division Légère d'Intervention, constituée en parti d'éléments parachutistes ayant participé au putsch et de la remplacer par... cinq compagnies de CRS métropolitaines, afin de réprimer dans les villes le « *soulèvement* » des Européens. Dans toute l'Algérie les murs se couvrirent d'affiches : « *L'OAS veille* »... « *Aux armes citoyens !* »

Répliquant au FLN, qui contrôlait les quartiers arabes par une organisation politico-administrative parallèle, l'OAS allait structurer les villes européennes. D'un côté flottait le drapeau vert et blanc marqué de l'étoile et du croissant rouge, de l'autre, côte à côte, le drapeau tricolore et le pavillon noir de l'OAS...

« *De Gaulle veut notre mort !* » Ce fut le cri de guerre et de désespoir d'un million d'Européens qui, las d'apprendre le massacre de familles françaises, s'organisèrent en commando. Les magasins arabes flambèrent à leur tour, le plastic détruisit des bains maures. Les affrontements, les combats de rues se multiplièrent sans que les forces de l'ordre arrivent à juguler cette flambée de violence. L'Algérie entière était déchaînée. Les « *stroungas* » explosaient partout et aux grenades lancées dans les tramways et les autobus par le FLN, répondaient les mitraillages des cafés maures. Partout du sang, des morts qu'on enjambait dans les rues sans même un instant d'émotion. La folie s'était emparée de ce pays autrefois si paisible et si heureux.

De nouveau la presse se déchaîna qualifiant de « *monstrueux* » les attentats commis contre les Musulmans. Elle baptisa de « *ratonnades* » ces actions inconsidérées et elle affirma sans vergogne que « *les tueurs nazis de l'OAS se livraient au racket et au massacre sur les Musulmans et les « patriotes » gaullistes !* »

Faute de protection de l'armée ou de la police, la foule se faisait justice elle-même appliquant la loi du talion, condamnable par son aveuglement, mais explicable par les souffrances endurées depuis sept années.

On oubliait la terreur qui avait régné depuis si longtemps, on ne se souvenait plus des charniers de Melouza et d'El-Halia, des bombes du stade d'El-Biar et du casino de la Corniche, on ne prêtait aucune attention aux grenades qui explosaient chaque jour dans les cafés, les écoles, aux arrêts d'autobus, dans les quartiers européens, on feignait d'ignorer les enlèvements qui se multipliaient dans tous les coins du territoire, les égorgements et les viols. Seuls importaient les *ratonnades* que le journaliste, Yves Lavoquer, comparait aux « *pogroms de la Russie tsariste et aux massacres nazis* » !...

Cependant, sourds aux cris des hyènes et des chacals, dans un pays désormais ravagé par la guerre civile, des hommes résistaient. Effarent paradoxe que ce conflit qui, dans sa nouvelle et ultime phase, voyait des Français se dresser contre d'autres Français pour sauvegarder une parcelle de terre française...

Sans uniformes, sans moyens militaires, sans autres armes que de fortune, n'ayant en commun que leur volonté de vivre et de mourir sur la terre de leurs ancêtres, ces combattants là, menaient un combat héroïque et sans espoir. Combat chaotique, désespéré, mortel, mais si efficace qu'il semait l'angoisse et la crainte dans les plus hautes sphères... et que la fatalité des circonstances précipitera vers un dénouement tragique

L'OAS était une révolte : révolte des habitants de toute une province qui se sentaient abandonnés par la mère Patrie et qui se voyaient placés dans l'alternative suivante : quitter leur sol natal et devenir des déracinés ou rester sur place pour subir les spoliations et les vengeances, le couteau, la balle et la hache. Et qui formait ses rangs, sinon des hommes courageux, le plus souvent des humbles qui n'avaient ni privilège à défendre, ni fortune à sauver ?

L'OAS, c'était à la fois, le combattant de l'ombre, l'enfant qui collait une affiche et mourait le pinceau à la main, le vieillard qui guettait et sifflait à l'entrée d'un quartier pour avertir de l'arrivée des « forces de l'ordre », la ménagère qui transportait des tracts dans son panier en allant au marché et ces familles qui hébergeaient les légionnaires du 1^{er} REP après la dissolution de cette prestigieuse unité. Elle était une armée d'ombres, l'armée miraculeuse de l'amour et du malheur. Elle représentait, pour la population d'Algérie, le dernier espoir et l'ultime recours contre un désespoir passionnel. C'était la bouée de sauvetage à laquelle le naufragé tente de s'accrocher.

Ce sigle représentait un idéal de combat contre le déracinement et contre la honte. Il n'avait aucun caractère politique, puisque spécifiquement charnel. Un des fondateurs –sinon le père de l'OAS- avait écrit dans l'Echo d'Alger, le 6 décembre 1957 : « *L'insurrection, pour l'Algérie française est l'insurrection légitime !* »... L'auteur de cette phrase n'était autre que Michel Debré, Premier ministre de de Gaulle.

Ces hommes se battaient non par ambition, non par intérêt, mais parce qu'un sentiment sur lequel aucun raisonnement n'avait de prise -l'attachement profond à la terre natale- les avait conduit à la révolte. L'OAS c'était, comme l'a écrit Alain Peyrefitte, « *le sursaut d'un peuple qui ne veut pas mourir* ».

Ils ne se demandaient pas, ils ne se demandaient plus où était leur Patrie. Elle était là, dans cette terre. Ils refusaient d'être dépossédés de ce qu'ils avaient acquis, pierre par pierre et sou par sou. Ils refusaient de se séparer du cadre qui avait bercé leur enfance, de leurs souvenirs, de leurs morts. C'était l'essence même de leur vie... et ils défendaient leur vie.

Puisqu'ils étaient attachés à l'Algérie de toute leur âme, comment vivre ailleurs alors ? Une terre se défendait comme une femme, comme tout ce qu'on aimait et ici on mourrait pour ce qui donnait du prix à la vie, pour une raison d'être et de demeurer. Une évidence s'imposait alors : S'il n'y avait pas eu le FLN, il n'y aurait pas eu d'OAS. Si de Gaulle avait laissé l'armée abattre le FLN –comme elle aurait pu le faire- il n'y aurait pas eu non plus d'OAS... c'est une vérité première.

Durant un an elle fit la guerre, comme le FLN la fit durant sept ans et, pour son malheur, les Français de Métropole ne retinrent d'elle que ses aspects les plus noirs. Ils ignoraient –ou feignaient d'ignorer- les exactions du FLN, des barbouzes et des gendarmes mobiles. Ils ne considéraient déjà plus l'Algérie comme un département français... et ils s'en fichaient. Ils souhaitaient se débarrasser au plus vite du « *boulet algérien* » -terme propre au général président- Les communistes jubilaient et poursuivaient leur propagande de destruction basée sur la sempiternelle rengaine : « *Les pauvres Musulmans exploités par les salauds de colons* », terme englobant tous les Européens d'Algérie, qu'ils fussent employés, ouvriers, commerçants ou fonctionnaires, tous issus d'une immigration désirée... quand elle ne fut pas imposée par la Métropole avec les déportations de 1848 et 1870.

Ces « *combattants de l'ombre* » avaient, tous, conscience de participer à une croisade. Ils n'avaient plus d'identité, plus de famille, plus de maison. Ils ne se nourrissaient qu'à moitié, ne dormaient jamais deux fois sous le même toit et s'imaginaient toujours être épiés. Chaque jour des camarades de combat étaient pris, puis on les torturait et on les jetait telles des loques dans des cachots sombres et humides. Ils vivaient avec la hantise de subir le même sort et s'assimilaient donc à des bêtes traquées.

Pourtant ils savaient qu'ils n'étaient pas tout à fait seuls. Ils sentaient autour d'eux toute la foi et toute la tendresse d'un peuple enchaîné qui vivait à l'heure de leurs craintes, de leurs tourments. Ils trouvaient toujours des gens pour les aider, les héberger, les soigner et les encourager. Ils étaient le maillon de la chaîne qui les reliait entre un passé heureux et un avenir compromis.

Face au péril sans cesse croissant que représentait, pour le Pouvoir, l'organisation dont le slogan : « *L'OAS frappe où elle veut, quand elle veut !* » ne faisait que se renforcer, de Gaulle et ses séides surent choisir les mots et mettre en évidence les actes pouvant discréditer l'adversaire... celui-ci n'étant évidemment plus le FLN... ni les seuls membres de l'OAS... mais l'ensemble des Européens accusés d'entraver la marche vers la *paix* voulue par le chef de l'Etat avec le soutien de la majorité des métropolitains. Pour parvenir à ses fins, il convenait, pour l'abattre, de marginaliser et d'isoler l'OAS mais aussi la population qui avait permis son triomphe jusque là. Triomphe qui avait inquiété tant le gouvernement que le GPRA au point de faire croître leur désir respectif de conclure les accords au plus vite et, pour la partie française, par « *n'importe quel moyen* ».

Pour autant, l'OAS ne désarmait pas. Dans certains points du bled dont l'armée se retirait progressivement depuis l'été 1961, elle avait tenté l'implantation de maquis pour lutter directement contre l'ALN sans populations interposées et dans le secret espoir de dégager une portion de territoire où son autorité serait reconnue. *Guelma, Bouira, Tipasa, Coléa...* autant de vains essais. Les commandos furent encerclés par l'armée et, incapables de tirer sur des soldats français, se rendirent. L'ultime et spectaculaire tentative eut lieu dans l'Ouarsenis, le 29 mars 1962 et se solda par un sanglant échec et la mort de l'un de ses chefs, le commandant Bazin. Trahie, l'OAS, au lieu des alliés qu'elle attendait (les harkis du Bachaga Boualam et deux unités régulières de l'armée) tomba sur des concentrations de forces FLN dix fois supérieures en nombre dont il a été affirmé –et jamais démenti– qu'elles avaient été amenées à pied d'œuvre par les véhicules des gendarmes mobiles français. Un combat désespéré qui alla jusqu'au corps à corps, s'engagea. Les hommes de l'OAS qui échappèrent à la tuerie furent pourchassés et quand ils furent rejoints, sauvagement abattus. **Ce fut là la dernière bataille de l'OAS... son *Camerone* !**

José CASTANO

Courriel : joseph.castano0508@orange.fr